



L'étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



Mardi 16 mai 2023

Contre l'extrême droite, la solidarité du monde du travail

Le maire de Saint-Brévin-les-Pins n'a pas eu d'autre choix que de démissionner, après des mois de manifestations d'extrême droite dans sa ville, du RN aux groupuscules néofascistes en passant par le parti de Zemmour. Des mois de menaces et jusqu'à un incendie criminel à son domicile le 22 mars dernier. Ce qui lui est reproché ? Avoir entériné, en février 2022, le déplacement dans sa commune d'un centre d'accueil de demandeurs d'asile (Cada), à la demande de l'État. Dont nombre d'habitants de la commune étaient partisans, l'imbécillité xénophobe étant loin de dominer !

Soutien tardif... de pompiers pyromanes !

Aussitôt sa démission annoncée, voilà que Macron lui a fait savoir tout son soutien et Borne a proposé de le recevoir, ce qu'il a d'ailleurs appris par les médias. Ce soutien de la 25^e heure ne fait que souligner non seulement l'absence de soutien de l'État face aux menaces de l'extrême droite, mais aussi sa complicité avec celle-ci : le gouvernement court derrière elle. Darmanin met en scène l'expulsion de familles des bidonvilles de Mayotte et y procède à de vraies rafles. Il reproche haut et fort à la Première ministre d'extrême droite en Italie, Meloni, de ne pas réussir à stopper les migrants. Alors il peut bien mettre en scène sa consigne aux préfets d'interdire toutes les manifestations de l'extrême droite, à la suite de l'indignation provoquée par la manifestation autorisée de centaines de fachos cagoulés à Paris le 6 mai dernier, sa posture ne fait pas illusion. Il aura toujours la main plus lourde pour interdire nos casseroles.

Diviser pour mieux exploiter

Ces discours xénophobes voudraient diviser. Si une majorité de la population de Mayotte vit dans la pauvreté, ce n'est pas à cause de plus pauvres qu'eux, venus du même archipel des Comores, mais bien du délaissement de l'État français. Si nous connaissons les bas salaires et la précarité dans l'Hexagone, ce n'est pas à cause des migrants mais en raison de la rapacité du patronat.

Un patronat dont Macron et Le Pen défendent les intérêts. Ainsi Darmanin prévoit dans sa loi « Immigration » un titre de séjour d'un an pour les secteurs en pénurie de main-d'œuvre, donc les métiers les plus pénibles et les plus mal rémunérés. Il fait l'équilibriste, entre satisfaire les besoins du patronat et manier la rhétorique xénophobe en faveur des expulsions et contre le regroupement familial.

Guerre aux pauvres et aux travailleurs

Le gouvernement de Meloni en Italie est un exemple parlant de ce que l'extrême droite au pouvoir réserve aux classes populaires. C'est à l'occasion de la journée du 1^{er} mai qu'elle a choisi d'annoncer la suppression du « revenu de citoyenneté », soit 572 euros en moyenne, versés aux familles les plus pauvres. Les personnes considérées comme « employables » recevront désormais 350 euros à condition d'effectuer un travail (non rémunéré !) au sein de leur commune ou d'une collectivité. Ces attaques contre les plus pauvres s'accompagnent de cadeaux pour le patronat. Les emplois en CDD sont facilités et les contrôles pour vérifier qu'il ne s'agit pas de CDD abusifs sont quasi supprimés. Dans l'hôtellerie-restauration, qui propose des salaires extrêmement bas pour des conditions de travail éreintantes, l'État prévoit un contrat d'apprentissage pour les chômeurs de plus de 40 ans.

Une seule et même classe ouvrière

Après trois mois d'une mobilisation qui leur a causé bien des cheveux blancs, Macron et ses ministres tentent d'allumer un contre-feu xénophobe. Ces manœuvres de diversion voudraient semer la haine et nous faire tourner la page des luttes collectives. Face aux bas salaires, que l'inflation ne cesse de réduire, face au recul de l'âge de la retraite, dont personne ne veut et que le RN s'est bien gardé de dénoncer, et face à tout le reste, nos mobilisations doivent et vont continuer.

Quelles que soient nos origines et nos nationalités, nous n'avons comme ennemis que les patrons, et un monde à gagner en nous rassemblant dans nos luttes.

Une grève aux HUS qui en appelle d'autres, ailleurs et partout

Des abandons de plus en plus nombreux chez les étudiantes infirmières ?

Les cris d'alerte ont été nombreux aux Hôpitaux Universitaires de Strasbourg : sur le sous-effectif, sur le sous-effectif permanent ou les astreintes déguisées. Mais plutôt que d'embaucher, la direction locale a préféré signer un « contrat d'avenir » qui d'après elle va répondre « à un double défi : accompagner la restauration de la situation financière dégradée de l'établissement et permettre le développement et le rayonnement du premier opérateur de soins du Grand Est autour d'un projet partagé pour les cinq prochaines années. »

En réalité « l'avenir » que prépare la direction des HUS c'est fusionner différents services, supprimer ainsi des postes et des services. Aux collègues de se débrouiller ainsi dans un sous-effectif permanent.

C'est dans le cadre d'une telle fusion que les soignantes du pôle Locomax (chirurgie maxillo-faciale et chirurgie du rachis) ont fait un jour de grève le 20 avril. Elles ont fait le service minimum pour les patients et ainsi obtenu la promesse d'une « défusion » de leurs services pour septembre.

Une initiative dont on gagnerait à s'inspirer ici et partout où des problèmes similaires se posent. On nous mène la vie dure mais sans nous, ils ne sont rien !

François Braun a peur des casseroles ?

En visite à Besançon le 11 mai, le ministre de la santé François Braun s'est contenté de rencontrer, bien caché derrière des policiers, la présidente de la Région Bourgogne-Franche-Comté et d'échanger de manière polie avec la commission santé de Régions de France. Il n'a par contre pas souhaité « échanger » avec les agents du CHU tout proches. Les collègues ont alors décidé de s'inviter avec banderoles et casseroles aux fenêtres du bâtiment où se trouvait notre bon ministre. Courageux mais pas téméraire, Braun a vite clos sa visite...



On avait parlé des « internes » en grève dans le précédent bulletin « l'Étincelle ». Du côté des IFSI, il y aurait bien des raisons de revendiquer. D'après une étude publiée récemment par la Drees (Direction de la recherche, des Études, de l'Évaluation et Statistiques), 10 % des étudiantes en première année de formation en soins infirmiers ont abandonné leurs études en 2021, contre seulement 3 % en 2011. Ces chiffres sont le résultat de données collectées directement auprès des écoles de formation aux professions de santé. L'étude n'avance pas de cause à cette hausse des abandons, mais nous on a bien une petite idée : la détérioration du métier et la surcharge de travail !

Si on nous demande notre avis...

Les soignants sont bien placés pour connaître les raisons de la situation dramatique dans les hôpitaux. Une enquête vient d'être publiée : 73 % des soignants expliquent la détérioration du système de soins par la surcharge de travail, 46 % par le manque de moyens mis à disposition et 39 % par le moral en berne des soignants. Conséquence, comme le résume une revue : « la crise globale du système de santé en France pèse largement sur les conditions de travail des praticiens et sur les soins apportés aux patients. »

Fin de l'obligation vaccinale à l'hôpital

La Haute Autorité de santé a mis fin à l'obligation vaccinale pour les soignants, et donc aux suspensions sans traitement des soignants hospitaliers non-vaccinés. Si personne ne peut contester l'importance et l'utilité du vaccin, ces licenciements déguisés sont scandaleux car rien ne justifiait de priver d'emploi ces collègues. Plutôt que de combattre efficacement le coronavirus, Macron et son gouvernement ont préféré détourner sur une partie des travailleurs leur responsabilité.

Aidez-nous à faire des étincelles !

Ce bulletin « l'Étincelle » vous plaît ? Prenez en plusieurs, faites le circuler, affichez-le ou laissez-le traîner là où il peut être lu. Et si vous voulez aider à sa parution, nous organiserons une **collecte** à la prochaine diffusion le 30 mai au matin. Aidez l'Étincelle, versez au drapeau rouge !